



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 06 mai 2024

Délibération n° 24.03.43 - Mise en place du service minimum en cas de grève

L'an deux mille vingt-quatre le six mai à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 30 avril 2024

Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Christophe FAURE, Frédéric LAMAT, Stéphane HUDDLESTONE, Christelle VIRQUIN, Damien LOMBARD, Francine DOLLA, Floris GRANDVARLET, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, David ROLFI, Fabienne LEQUENNE, Nicolas DATCHY, Christophe CHAVERNAS, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Absents :

Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Pierre KESTEMONT

Procurations :

DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, CHARLES Marie-pierre a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à FAURE Christophe

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	23	3	3	26

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L114-1 à L114-2 et L114-7 à L114-10,

Vu le Code du Travail, notamment ses articles L2512-2 à L2512-4,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 21 mars 2024,

Considérant la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique introduit un article 7-2 dans la loi 84-53 du 26 janvier 1984 permettant aux collectivités territoriales et les établissements publics de mettre en place un protocole d'accord afin d'encadrer le droit de grève dans certains services publics locaux qui sont strictement énumérés :

- services de collecte et de traitement des déchets ménagers ;
- services de transport public de personnes ;
- services d'aide aux personnes âgées et handicapées ;

- services d'accueil des enfants de moins de trois ans ;
- services d'accueil périscolaire ;
- services de restauration collective et scolaire ;

Il s'agit des services dont l'interruption en cas de grève des agents participant directement à leur exécution contreviendrait au respect de l'ordre public notamment aux besoins essentiels des usagers de ces services.

Considérant que cet accord permet, afin de garantir la continuité des services publics concernés et d'éviter les perturbations dans leurs fonctionnements :

- de déterminer les fonctions et le nombre d'agents indispensables pour leur maintien,
- d'établir les conditions dans lesquelles l'organisation du travail sera adaptée,
- de préciser les affectations des agents présents.

Si un an après le début des négociations, il n'y a pas d'accord, c'est l'organe délibérant qui fixe les services parmi ceux visés par la réglementation, les fonctions et le nombre d'agents indispensables à la continuité du service public, par délibération.

L'assemblée délibérante décide d'instituer l'organisation du service minimum en cas de grève selon l'accord suivant.

Article 1 – Services concernés

Le champ du présent protocole concerne les agents des services listés ci-dessous :

- services d'accueil des enfants de moins de trois ans ;
- services d'accueil périscolaire ;
- services de restauration collective et scolaire ;

Article 2 – Modalités de prévenance

2-1 : Délai de prévenance :

- Les agents des services mentionnés à l'article 1 du présent protocole informent, au plus tard **quarante-huit heures*** avant de participer à la grève, comprenant au moins un jour ouvré **, l'autorité territoriale ou leur supérieur hiérarchique de leur intention d'y participer.
La déclaration préalable de 48 heures étant appréciée à l'entrée en grève et non au début du préavis de grève, l'agent qui entend se mettre en grève peut rejoindre un mouvement de grève déjà engagé dès lors qu'il observe la formalité de la déclaration individuelle préalablement à ce qu'il se joigne au mouvement.
- L'agent qui a déclaré son intention de participer à la grève et qui renonce à y prendre part en informe l'autorité territoriale au plus tard **vingt-quatre heures*** avant l'heure prévue de sa participation afin que celle-ci puisse l'affecter.
- L'agent qui participe à la grève et qui décide de reprendre son service en informe l'autorité territoriale au plus tard **vingt-quatre heures*** avant l'heure de sa reprise afin que l'autorité puisse l'affecter.
Les délais de prévenance de 48 heures et de 24 heures *glissants par rapport à l'heure réelle d'entrée en grève* doivent respecter un certain formalisme (voir article 2- 2 ci-après)
- L'obligation d'information n'est pas requise lorsque la grève n'a pas lieu ou lorsque la reprise de service est consécutive à la fin de la grève.

** délais prévus par l'article 56 de la loi du 6 août 2019 introduisant un article 7-2 -II dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.*

*** définition : Les jours ouvrés sont les jours normalement travaillés, même si l'ensemble du personnel ne travaille pas forcément ces jours-là.*

Exemples :

- Pour une intention de grève le lundi à 11 heures, la déclaration doit se faire au plus tard le vendredi à 11 heures.*
- Pour une intention de grève le mercredi à 14 heures, la déclaration doit se faire au plus tard le lundi à 14 heures.*
- Pour une intention de grève le jeudi à 10 heures, la déclaration doit se faire au plus tard le mardi à 10 heures.*
- Pour une intention de grève le vendredi à 11 heures, la déclaration doit se faire au plus tard le mercredi à 11 heures.*

2-2 : Moyens de prévenance :

Il est convenu d'établir la participation à la grève par le(s) moyen(s) suivant (s):

- Mail
- ou imprimé
- ou liste à émarger

Quel que soit le moyen de prévenance retenu, il doit permettre d'identifier son auteur. La déclaration doit-être faite directement par l'agent. *Ce sont la date et l'heure de réception de la déclaration matérielle (SMS, mail, photo...).*

2-3 : Effets du non-respect de la règle de prévenance :

En cas de non-respect des dispositions issues de la négociation ou de l'accord encadrant le droit de grève des services cités dans la loi, l'agent encourt :

- le risque de ne plus bénéficier de la protection que lui procure le statut du droit de grève,
- une retenue sur salaire, en cas d'absence injustifiée,
- une sanction disciplinaire lorsqu'il omet de déclarer son intention de participer à la grève ou qu'il refuse d'exercer son droit de grève dès sa prise de service en prévention du risque de désordre manifeste.

Article 3 – Organisations des services en cas de grève

Lorsqu'un préavis de grève sera déposé, en vue de l'organisation du ou des services publics concernés et de l'information des usagers, il est proposé l'organisation suivante :

- Crèche : proposition ci-dessous

Proposition CST	Nombre d'agents Cuisiniers	Agent flostant	Horaires d'accueil	Nombre d'enfants présent (Stu seuilles)	Travaux	Conduite à tenir	Mise en place de la Mise à disposition des agents
	0	8 Dont 1 agent hygiène cuisine	07h30-18h00	Normal	2 pour 5 bébés 5 pour 20 moyens grands 1 agent cuisine restauration	Normal	Non
	1	7	07h30-18h00	Normal	Heures supp si besoin	Normal	Non
	2	6	07h30-17h30	Normal	1 pour 5 bébés en 08h00-15h30 (ouverture) 1 pour 5 bébés en 10h00-17h30 (cuisine midi-fermeture) Service moyens grands : 1x08h00-15h30 (ouverture) 1x08h15-16h15 (cuisine en grande) 1x08h00-17h00 (tard)	Normal	Non
	3	5	08h30-17h00	Bebes: 5 Moyens grands : 10	16h00 (ouverture) 1 pour 5 bébés en 08h30- 17h00 (cuisine la midi) Service des moyens grands : 1x08h30-16h00 (ouverture) 1x08h45-16h15 (cuisine en grande) 1x08h30-17h00	Normal	Non
	4	4	09h00-16h30	Normal	Service des bébés : 1 pour 5 bébés en 09h00- 16h30 Service des moyens grands : 2x09h00-16h30	Validé, Nombre minimal d'agent : 4	Non
	5	3				Validé, Nombre minimal d'agent : 4. Mise à disposition des agents pour atteindre ce nombre de 4 agents. Donc dans cette situation Mise à disposition d'une personne pour atteindre le nombre de 4 agents	Oui, par roulement; par ordre alphabétique et par nécessité de diplôme. La directrice entre également dans le roulement. Le nombre de mise à disposition par agent /an ne peut excéder le nombre de 2.
	6	2				Validé, Nombre minimal d'agent : 4. Mise à disposition des agents pour atteindre ce nombre de 4 agents. Donc dans cette situation Mise à disposition de deux personnes pour atteindre le nombre de 4 agents.	
	>6					Fermeture crèche et repositionnement sur du scolaire si besoin.	

- Scolaire : proposition ci-dessous

Situation 1 Si tous les enseignants sont présents (= 550 enfants en cantine sur les 2 écoles)
Et si tous les agents mairie sont grévistes

Situation normale			Grève
	Jean Jaurès	Vidal	
7h30-8h30	Périscolaire 4 agents + 1 Rosalie	2 agents	Pas de périscolaire
6h30-13h30	Production cuisine 3 agents	0 agent	Production cuisine 2 agents Jean Jaurès jusqu'à 11h30 11h30-13h30 : 1 agent à Vidal 1 agent à Jaurès
11h30-13h30	Pause méridienne 6 agents élémentaires et 7 ATSEM 3 agents cuisine	2 agents service + plonge 4 agents et 2 ATSEM à Vidal	4 agents maternelle 4 agents élémentaire = 5 à Jaurès et 3 à Vidal
16h30-18h30	Périscolaire 5 agents	Périscolaire 2 agents	Pas de périscolaire

HACCP
Pique-nique

2 agents cuisine 6h30-13h30 : production (portage, crèche, Cépoun et cantine) et nettoyage
4 agents maternelle : 11h30-13h30
4 agents élémentaire : 11h30-13h30

Si tous les enseignants sont grévistes : service minimum obligatoire par la mairie sur les heures scolaires (8h30-16h30) sur inscription
ET si tous les agents mairie sont grévistes

Situation 2

Situation normale			Grève
	Jean Jaurès	Vidal	
7h30-8h30	Périscolaire 5 agents	Périscolaire 2 agents	Pas de périscolaire
6h30-13h30	Production cuisine 3 agents	0	Production cuisine 2 agents 8h30-13h30
8h30-11h30	Ecole	Ecole	2 agents élémentaire 2 agents maternelle
11h30-13h30	Pause méridienne 6 agents élémentaires et 7 ATSEM 3 agents cuisine	2 agents service + plonge 4 agents et 2 ATSEM à Vidal	4 agents maternelle 4 agents élémentaire
13h30-16h30	Ecole	Ecole	2 agents élémentaire 2 agents maternelle
16h30-18h30	Périscolaire 5 agents	Périscolaire 2 agents	Pas de périscolaire

HACCP
Pique-nique

2 agents cuisine : 8h30-13h30 production (portage, crèche, Cépoun et cantine) et nettoyage
2 agents maternelle : 8h30-13h30
2 agents maternelle : 11h30-16h30
2 agents élémentaire : 8h30-13h30
2 agents élémentaire : 11h30-16h30

Les agents mobilisés le seront prioritairement sur leur quotité de temps de travail habituel.

Article 4 – Mesures relatives aux agents non-grévistes

Afin d'assurer la continuité du service public, il est possible pour l'administration de modifier les missions et le lieu de travail des agents non-grévistes relevant des services cités à l'article 1er, en fonction des priorités opérationnelles, telles que décrites à l'article 3.

Afin d'assurer le maintien du service et une équité de traitement, les agents seront mobilisés chacun à leur tour par ordre alphabétique.

Ainsi, les agents non-grévistes sont informés de leur activité au plus tard la veille du mouvement par tous moyens, *si possible sur leur lieu de travail*.

Article 5 – Conséquence de l'exercice du droit de grève

L'agent qui n'assure pas son service en raison d'une participation à une grève voit sa rémunération impactée.

La retenue sur la rémunération est proportionnelle à la durée du service non fait.

Article 6 – Protection des informations

Les informations issues de ces déclarations individuelles ne peuvent être utilisées que pour l'organisation du service durant la grève et sont couvertes par le secret professionnel. Leur utilisation à d'autres fins ou leur communication à toute personne autre que celles désignées par l'autorité territoriale comme étant chargées de l'organisation du service est passible des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'adopter ce protocole, à la suite des négociations, entre l'ensemble des représentants des élus et des organisations syndicales

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,

A blue ink signature of Nathalie Gonzales, written over a circular official stamp of the Municipality of Saint-Louis.

Nathalie GONZALES